

**Assemblée générale**

Distr. limitée
6 avril 2011
Français
Original: anglais

**Comité des utilisations pacifiques
de l'espace extra-atmosphérique**
Sous-Comité juridique
Cinquantième session
Vienne, 28 mars-8 avril 2011

Projet de rapport**VII. Examen de l'évolution de la situation relative au projet
de protocole portant sur les questions spécifiques aux
biens spatiaux à la Convention relative aux garanties
internationales portant sur des matériels d'équipement
mobiles**

1. En application de la résolution 65/97 de l'Assemblée générale, le Sous-Comité a examiné, en tant que thème de discussion distinct, le point 8 de l'ordre du jour intitulé "Examen de l'évolution de la situation relative au projet de protocole portant sur les questions spécifiques aux biens spatiaux à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles".
2. Les représentants de l'Allemagne, de l'Arabie saoudite, du Canada, de la Chine, des États-Unis, de l'Indonésie, de l'Italie, du Japon et de la République tchèque ont fait des déclarations au titre du point 8. Des déclarations concernant ce point ont été faites pendant le débat général par les représentants d'autres États membres.
3. À sa 830^e séance, le 4 avril, le Sous-Comité a entendu une déclaration de l'observateur d'Unidroit sur les faits nouveaux concernant le projet de protocole portant sur les questions spécifiques aux biens spatiaux à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles.
4. Le Sous-Comité a noté avec satisfaction les progrès réalisés par le Comité d'experts gouvernementaux d'Unidroit en ce qui concerne l'élaboration d'un projet de protocole sur les biens spatiaux. Ce comité avait tenu sa quatrième session du 3 au 7 mai 2010 et sa cinquième session du 21 au 25 février 2011, toutes deux à Rome. À cet égard, le Sous-Comité a noté que le Comité d'Unidroit était convenu d'une nouvelle définition des termes "bien spatiaux", d'une nouvelle règle sur le



service public, d'une règle précisant les critères d'identification des biens spatiaux à des fins d'immatriculation, ainsi que d'autres solutions relatives aux mesures en cas d'inexécution des obligations concernant les composants pour lesquelles un consensus n'avait pas encore été obtenu.

5. Le Sous-Comité a également noté que le Comité d'experts gouvernementaux d'Unidroit avait recommandé au Conseil de direction d'Unidroit d'autoriser la transmission de l'avant-projet de protocole, tel qu'amendé, pour adoption par une conférence diplomatique et que le Conseil de direction examinerait cette question à sa quatre-vingt-dixième session, à Rome, du 9 au 11 mai 2011.

6. Quelques délégations ont estimé que le futur protocole sur les biens spatiaux favoriserait de nouvelles applications spatiales, servirait les intérêts des pays en développement, faciliterait l'expansion du secteur spatial commercial et augmenterait le nombre d'États capables de mener des activités spatiales.

7. Le point de vue a été exprimé que le futur protocole sur les biens spatiaux devrait correspondre aux traités et principes des Nations Unies relatifs à l'espace et qu'il devrait concilier les intérêts des entités gouvernementales et non gouvernementales et protéger ceux des pays en développement, notamment en leur assurant un accès continu aux services publics fournis par des biens spatiaux.

8. Quelques délégations ont estimé que le futur protocole sur les biens spatiaux n'aurait pas pour objectif de porter atteinte aux droits et obligations des États parties aux traités des Nations Unies relatifs à l'espace et aux instruments de l'Union internationale des télécommunications (UIT), mais qu'il porterait seulement sur la question du droit régissant les transactions privées liées au financement des biens spatiaux commerciaux, qui constituait un sujet à part entière.

9. Le point de vue a été exprimé que le texte du projet de protocole sur les biens spatiaux, sous sa formulation actuelle, offrait suffisamment de souplesse pour répondre à la réalité moderne des activités spatiales et maintenait l'équilibre entre la continuité d'un service public et les intérêts d'un créancier, et que les dispositions du paragraphe 3 de l'article I permettaient l'application efficace du projet de protocole.

10. Quelques délégations ont estimé qu'à moins que les dispositions du projet de protocole ne soient encore améliorées de manière à produire un intérêt économique et à mobiliser un appui suffisant parmi les utilisateurs, il n'était pas sûr que ces objectifs seraient atteints ou que ce type de traité serait en mesure, dans les circonstances actuelles, de répondre aux besoins en matière de financement commercial dans le secteur spatial.

11. Le point de vue a été exprimé que le Sous-Comité juridique pourrait réexaminer le concept d'"État de lancement" en vue de déterminer si l'État qui finance devrait être qualifié d'"État de lancement".

12. Le point de vue a été exprimé qu'il était important que l'application du futur protocole sur les biens spatiaux permette d'assurer que l'espace continue d'être utilisé à des fins pacifiques.

13. Le Sous-Comité a décidé que ce point devait rester inscrit à son ordre du jour.

14. Le texte complet des déclarations faites par les délégations au cours de l'examen du point 8 de l'ordre du jour figure dans les transcriptions *in extenso* non revues par les services d'édition (COPUOS/Legal/T.[...]- [...]).

VIII. Renforcement des capacités dans le domaine du droit spatial

15. En application de la résolution 65/97 de l'Assemblée générale, le Sous-Comité a examiné, en tant que thème de discussion distinct, le point 9 de l'ordre du jour intitulé "Renforcement des capacités dans le domaine du droit spatial".

16. Les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Allemagne, de l'Arabie saoudite, de l'Autriche, du Brésil, du Canada, de la Chine, de l'Espagne, du Japon, de la République tchèque et du Royaume-Uni ont fait des déclarations au titre du point 9. Des déclarations concernant ce point ont été faites pendant le débat général par les représentants d'autres États membres, par le représentant de la Colombie au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, par le représentant du Venezuela (République bolivarienne du) au nom du Groupe des 77 et de la Chine et par l'observateur de l'ESA.

17. Le Sous-Comité était saisi des documents suivants:

a) Rapport de l'Atelier ONU/Thaïlande sur le droit de l'espace, sur le thème des "Activités des États dans l'espace à la lumière de l'évolution récente de la situation: nécessité de s'acquitter des responsabilités internationales et de créer des cadres juridiques et directeurs nationaux", tenu à Bangkok du 16 au 19 novembre 2010 (A/AC.105/989);

b) Document de séance contenant un annuaire des établissements enseignant le droit spatial (A/AC.105/C.2/2011/CRP.3);

c) Document de séance contenant le projet de programme de formation au droit spatial (A/AC.105/C.2/2011/CRP.5);

d) Document de séance contenant des informations communiquées par l'Autriche, le Japon, le Royaume-Uni et l'Ukraine concernant les mesures et initiatives visant à renforcer les capacités dans le domaine du droit spatial (A/AC.105/C.2/2011/CRP.6);

e) Document de séance contenant des informations communiquées par les Pays-Bas concernant les mesures et initiatives visant à renforcer les capacités dans le domaine du droit spatial (A/AC.105/C.2/ 2011/CRP.14);

f) Activités des États dans l'espace à la lumière de l'évolution récente de la situation: nécessité de s'acquitter des responsabilités internationales et de créer des cadres juridiques et directeurs nationaux – compte rendu des travaux de l'Atelier ONU/Thaïlande sur le droit spatial (ST/SPACE/54).

18. Le Sous-Comité a estimé que le renforcement des capacités, la formation et l'enseignement en matière de droit spatial revêtaient une importance capitale pour les efforts déployés à l'échelle nationale, régionale et internationale en vue de développer les aspects pratiques des sciences et techniques spatiales et la connaissance du cadre juridique dans lequel se déroulaient les activités spatiales. Il a été souligné que le Sous-Comité jouait un rôle important à cet égard.

19. Le point de vue a été exprimé qu'un soutien adéquat, grâce à la fourniture à la fois de services spécialisés et de ressources matérielles et financières, était nécessaire pour permettre aux établissements de dispenser efficacement des cours sur le droit spatial.

20. Le Sous-Comité a noté avec satisfaction qu'un certain nombre d'efforts étaient déployés à l'échelle nationale, régionale et internationale par des entités gouvernementales et non gouvernementales pour renforcer les capacités dans le domaine du droit spatial. Ces efforts consistaient notamment à encourager les universités à proposer des modules consacrés au droit spatial; à octroyer des bourses pour des cours de deuxième et troisième cycle dans ce domaine; à appuyer l'élaboration à l'échelle nationale d'une législation spatiale et de cadres d'orientation générale; à organiser des ateliers, séminaires et autres activités spécialisées pour mieux faire comprendre le droit spatial; à apporter un soutien financier et technique aux travaux de recherche juridiques; à établir des études, des documents et des publications consacrés au droit spatial; à aider à organiser des concours de procès simulés dans ce domaine; à appuyer la participation de jeunes professionnels à des réunions régionales et internationales en rapport avec le droit spatial; à assurer des formations et d'autres possibilités de consolider les expériences; et à appuyer les entités qui se consacrent à l'étude et à la recherche relatives au droit spatial.

21. Quelques délégations ont exprimé l'avis que des accords de coopération avec des établissements d'enseignement publics et privés et avec des organisations interrégionales s'occupant de la promotion des programmes de renforcement des capacités dans le domaine du droit spatial étaient nécessaires pour favoriser le partage des connaissances et renforcer les capacités aux niveaux national et régional au profit des pays en développement.

22. Quelques délégations ont exprimé l'avis qu'une action plus efficace était nécessaire pour mieux faire connaître l'importance du droit spatial et le cadre juridique régissant les activités spatiales, et qu'il fallait soutenir davantage la coopération Nord-Sud et Sud-Sud en vue de faciliter le partage des connaissances entre les pays dans le domaine du droit spatial, notamment au profit des pays en développement.

23. Le point de vue a été exprimé que l'on devrait envisager d'établir une liste des possibilités de stage dans le domaine du droit spatial à l'échelle mondiale. En effet, la diffusion de ces informations permettrait non seulement de mieux faire connaître aux futurs juristes spécialistes de l'espace les possibilités de formation, mais aussi de renforcer la compréhension mutuelle entre les pays ayant des activités spatiales.

24. Le Sous-Comité a noté avec satisfaction la tenue du septième atelier ONU sur le droit de l'espace, intitulé "Activités des États dans l'espace à la lumière de l'évolution récente de la situation: nécessité de s'acquitter des responsabilités internationales et de créer des cadres juridiques et directeurs nationaux". Cet atelier, tenu à Bangkok du 16 au 19 novembre 2010, a été accueilli par le Gouvernement thaïlandais et organisé conjointement par le Bureau des affaires spatiales et l'Agence pour le développement de la géo-informatique et des techniques spatiales, avec l'appui de l'ESA et de l'Organisation de coopération spatiale en Asie et dans le Pacifique.

25. Le Sous-Comité a noté que le Bureau des affaires spatiales prévoyait d'organiser, conjointement avec le Gouvernement kenyan et l'ESA, une session sur le droit spatial en marge de la quatrième Conférence des dirigeants africains sur l'application des sciences et techniques spatiales au développement durable, qui devrait se tenir à Mombasa (Kenya), du 26 au 28 septembre 2011.

26. Le Sous-Comité a noté avec satisfaction les activités menées par le Bureau des affaires spatiales avec des enseignants de droit spatial et des représentants des centres régionaux de formation aux sciences et techniques spatiales affiliés à l'ONU pour élaborer le programme de formation au droit de l'espace, et a accueilli avec satisfaction le projet actualisé diffusé lors de la présente session (A/AC.105/C.1/2011/CRP.5).

27. Le Sous-Comité a noté avec satisfaction que le Bureau des affaires spatiales avait mis à jour l'annuaire des établissements enseignant le droit spatial (A/AC.105/C.2/2011/CRP.3) ainsi que les renseignements relatifs aux bourses d'études et de perfectionnement, et il est convenu que le Bureau devrait continuer à actualiser l'annuaire. À cet égard, le Sous-Comité a invité les États membres à encourager les contributions au niveau national pour les futures mises à jour de l'annuaire.

28. Le point de vue a été exprimé que les initiatives en faveur du renforcement des capacités devraient comprendre toute une série d'options, dont des cours en ligne à un prix raisonnable, afin d'atteindre un public plus large.

29. Le Sous-Comité a recommandé que les États membres et les observateurs permanents du Comité l'informent, à sa cinquante et unième session, de toute mesure prise ou envisagée aux niveaux national, régional ou international pour renforcer les capacités dans le domaine du droit spatial.

30. Le texte complet des déclarations faites par les délégations lors de l'examen du point 11 de l'ordre du jour figure dans les transcriptions *in extenso* non revues par les services d'édition (COPUOS/Legal/T.[...]-[...]).

X. Échange général d'informations sur les législations nationales relatives à l'exploration et à l'utilisation pacifiques de l'espace extra-atmosphérique

31. En application de la résolution 65/97 de l'Assemblée générale, le point 11 de l'ordre du jour, intitulé "Échange général d'informations sur les législations nationales relatives à l'exploration et à l'utilisation pacifiques de l'espace extra-atmosphérique", a été examiné conformément au plan de travail pluriannuel pour la période 2008-2011 adopté par le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique à sa cinquantième session (A/62/20, par. 219).

32. Les représentants de l'Allemagne, des États-Unis et de la Fédération de Russie ont fait de déclarations au titre de ce point. Des déclarations concernant ce point ont été faites pendant le débat général par les représentants d'autres États membres.

33. À sa 820^e séance, le 28 mars, le Sous-Comité a de nouveau convoqué le Groupe de travail sur les législations nationales relatives à l'exploration et à l'utilisation pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, sous la présidence

d'Irmgard Marboe (Autriche). Le Groupe a tenu [...] séances. À sa [...] séance, le [...] avril, le Sous-Comité a approuvé le rapport du Groupe de travail, qui figure à l'annexe [...] du présent rapport.

34. Pour l'examen de ce point, le Sous-Comité était saisi des documents suivants:

a) Note du Secrétariat contenant les informations reçues de l'Espagne et de la République tchèque sur les législations nationales relatives à l'exploration et à l'utilisation pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (A/AC.105/957/Add.1);

b) Document de séance contenant le projet de rapport du Groupe de travail sur les législations nationales relatives à l'exploration et à l'utilisation pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (A/AC.105/C.2/2011/CRP.4);

c) Document de séance contenant les informations reçues de l'Italie et de l'Ukraine sur les législations nationales relatives à l'exploration et à l'utilisation pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (A/AC.105/C.2/2011/CRP.7);

d) Document de séance contenant une brève vue d'ensemble des cadres réglementaires nationaux régissant les activités spatiales (A/AC.105/C.2/2011/CRP.9);

e) Document de séance contenant les informations reçues d'El Salvador sur les législations nationales relatives à l'exploration et à l'utilisation pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (A/AC.105/C.2/2011/CRP.13).

35. Le Sous-Comité a entendu les présentations suivantes:

a) "Présentation du Centre national d'études spatiales (CNES): activités relatives aux débris spatiaux; questions d'immatriculation", par le représentant de la France;

b) "Définitions de l'Administration fédérale de l'aviation", par le représentant des États-Unis.

36. Le Sous-Comité est convenu que l'échange général d'informations sur les législations nationales relatives à l'exploration et à l'utilisation pacifiques de l'espace avait donné aux États une vue d'ensemble complète de l'état actuel des lois et réglementations nationales dans ce domaine et les avait aidé à comprendre les différentes approches adoptées au niveau national pour élaborer des cadres réglementaires nationaux relatifs à l'espace.

37. Le Sous-Comité a noté avec satisfaction la progression du nombre de programmes et de projets de coopération internationale dans le secteur spatial. Dans ce contexte, il a fait remarquer qu'il importait que les États développent leur législation relative à l'espace, celle-ci étant essentielle pour réglementer et promouvoir les activités de coopération dans ce domaine.

38. Le Sous-Comité a noté que les États continuaient à prendre des initiatives pour élaborer des cadres réglementaires nationaux relatifs à l'espace ou améliorer les cadres existants. Il a en outre noté que lors de l'élaboration d'instruments nationaux relatifs à l'espace, les États prêtaient particulièrement attention à leurs obligations au regard des traités des Nations Unies relatifs à l'espace.

39. Le Sous-Comité a noté que les discussions tenues au sein du Groupe de travail sur les législations nationales relatives à l'exploration et à l'utilisation pacifiques de l'espace extra-atmosphérique avaient permis aux États membres de mieux comprendre les cadres réglementaires nationaux en vigueur et que les travaux menés au titre du point 11 donnaient déjà des résultats concrets, dont la mise en commun d'informations intéressantes sur ce que faisaient les États en matière de développement de la législation nationale relative à l'espace.

40. Le Sous-Comité a noté avec satisfaction que le Bureau des affaires spatiales continuait de mettre à jour la base de données sur les législations nationales relatives à l'espace et sur les accords multilatéraux et bilatéraux relatifs à l'exploration et aux utilisations pacifiques de l'espace (voir www.unoosa.org). À cet égard, il a encouragé les États à continuer de soumettre au Bureau les textes de lois et de règlements, des accords multilatéraux et bilatéraux, ainsi que des documents d'orientation et d'autres documents juridiques ayant trait à la conduite des activités spatiales pour que le Bureau les intègre dans la base.

41. Le texte complet des déclarations faites lors du débat sur le point 11 de l'ordre du jour figure dans les transcriptions *in extenso* non revues par les services d'édition (COPUOS/Legal/T.[...]-[...] et [...]).
